

ANNEXE VII : TABLEAU DES ACTIVITES (DEVELOPPE LORS DE LA REUNION ISWGoFS LES 1 - 2 JUILLET 2010)

Tableau 8 : tableau des activités du groupe de travail

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
Programme de conservation intégré (9.13 3.1)			
Emplacement sur un même site et/ou régionalisation des unités de coordination (MdE)/secrétariats (Accords) en fonction de la géographie, des menaces communes. Long terme – court terme	<p>Plus important avec une présence sur le terrain (conservation des espèces). Accroître la visibilité & la sensibilisation pour la CMS (avantages d'une présence régionale). Améliorer l'appropriation au niveau local et les incitations pour adhérer à CMS France</p> <p>Mise en place des accords Incitations pour adhérer à la CMS - Cuba</p> <p>Sec CMS Le rôle de coordination/service que joue un secrétariat normal de MEA et la mise en œuvre réelle sur le terrain ne doivent pas être confondus. Si pour conduire un projet concret il est nécessaire d'être présent sur le terrain, il est discutable que ceci soit aussi nécessaire pour le travail de tous les jours d'un secrétariat.</p>	<p>Économies d'échelle (logistique, difficultés d'un recrutement de haut niveau, soutien du sec de Bonn, gestion au niveau macro) ? Synergies (recrutement, effets sur le terrain, programmes, menaces) ?</p> <p>Sec CMS Cela inclut-il aussi des coûts supplémentaires pour la location et la maintenance d'un bureau ? Il peut y avoir un inconvénient du fait des possibilités réduites de communiquer sur une base quotidienne.</p>	<p>Afrique du Sud Partager un même lieu et se régionaliser sont deux choses différentes et présentent des avantages différents. Par exemple les avantages figurant ici semblent être des avantages en faveur de la régionalisation. Les avantages du partage d'un même lieu serait :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un meilleur partage des ressources, de l'expérience et des connaissances. 2. le partage des meilleures pratiques 3. un renforcement des relations avec les autres MdE et Accords si on partage le même lieu. 4. l'avantage d'être mieux reconnu si on partage un lieu avec une institution/des accords reconnus, ce qui signifie que si le partage d'un lieu commun est une option ; cela doit être bien considéré et être très stratégique pour en tirer un bénéfice maximum.
Fusion des accords existants de la (MdE) avec des attributions similaires (ex : espèces) (Hard).	<p>Développement de programmes de conservation communs. Développer des synergies qui peuvent maximiser les résultats de la conservation pour des espèces cibles et leurs habitats. Cela serait efficace car :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. on éviterait la duplication 2. on libérerait du personnel pour d'autres tâches au sein de la convention <p>OU on ferait des économies en mettant fin à d'autres contrats inutiles là où des duplications ont été identifiées.</p>	<p>Économies d'échelle (Accords) Texte réécrit & ratification</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. il faudra mettre un terme à certains postes dont les fonctions font double emploi ou il faudra les réallouer à d'autres sections, ce qui impliquera les droits et les désirs du personnel d'où la grande difficulté de mise en œuvre. 2. les Signataires existants pourraient être affectés s'ils n'aiment pas la fusion pour une raison ou une autre. Afrique du Sud 	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
	<p>3. on libérerait de l'espace pour d'autres ressources afin qu'elles soient utilisées par d'autres fonctions. Afrique du Sud</p>	<p>Sec CMS Il y a toujours un risque de perdre certaines des dispositions si les négociations d'un accord sont ré-ouvertes.</p>	
<p>Étendre la portée des Accords existants plutôt que de développer de nouveaux Accords (ex : voies de migration)</p>	<p>Accéder aux infrastructures existantes Économies d'échelle.</p>	<p>Cela dépend si les extensions se dilueront à la convergence et de la capacité à cibler des mesures. RU Cuba Dilution de la convergence Augmentation des coûts de mise en place 1. le personnel devra être évalué afin de s'assurer que l'on dispose des compétences nécessaires pour les fonctions étendues 2. Comme dans le cas de la fusion, les adhésions existantes pourraient être affectées. 3. l'équilibre au niveau de l'attention que l'on porte pourrait être un défi, quand une espèce/un objectif de conservation peut être plus populaire au détriment des autres. Afrique du Sud</p> <p>Sec CMS Il existe le risque qu'en cas d'extension du domaine géographique de l'accord, la nouvelle zone reçoive moins d'attention qu'elle ne le mérite. Dans le cas où l'on étend le domaine de l'espèce, l'attention que l'on porte à l'espèce qui a été auparavant couverte pourrait décroître, d'autant plus si les fonds n'augmentent pas substantiellement.</p>	<p>avantage</p>
<p>Travailler sur des projets à espèces multiples Groupe d'espèces – au niveau accord et projet</p>	<p>Synergies. Intégration. Économies d'échelle Réduction des chevauchements. Davantage d'espèces sous les Appendices couvertes par les projets</p>	<p>Dilution - RU Dilution de la convergence - Cuba Établir des priorités peut affecter la conservation de certaines espèces qui ne sont pas forcément prioritaires - Afrique du Sud.</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>Fusion des secrétariats d'Accords existants avec attributions similaires (ex : espèces) (Soft) Groupes d'espèces – niveau administratif</p>	<p>Cuba</p> <p>Processus plus simple (pas de réécriture/ratification) Améliorer l'utilisation des ressources disponibles, éviter la duplication des efforts et promouvoir la cohérence - Cuba</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Économie des ressources/économies d'échelle 2. partage de l'expérience et de l'information 3. Améliorer les relations et éviter de travailler de manière cloisonnée et ainsi améliorer la production - Afrique du Sud <p>Sec CMS Améliorer les synergies dans la mise en œuvre des instruments concernés Une valeur ajoutée, pourrait aussi être : plutôt que d'avoir deux petits secrétariats, on pourrait avoir un secrétariat plus gros, ce qui permettrait de différencier les tâches du personnel.</p>	<p>Une transition requiert cependant une approbation "soft" de chacune des Parties de l'Accord – RU Egos ? (qui est meilleur qu'un autre) qui a plus de reconnaissance qu'un autre ; qui a plus de membres qu'un autre ; qui a plus d'ancienneté qu'un autre pour ce qui est de faire entrer les textes en vigueur ; etc.? L'esprit de compétition plutôt que de se compléter ? Afrique du Sud</p> <p>Affecter des priorités aux projets sur des critères objectifs peut être problématique, on peut faire face à des difficultés en cherchant à réconcilier le mondial et le local. Kenya</p> <p>Sec CMS Économies d'échelle</p>	
<p>Meilleure coopération entre les Accords existants (travailler ensemble sur des sujets communs/partagés) Synergies interne au niveau conservation</p>	<p>Synergies Programmes de conservation communs Chevauchements réduits Des relations renforcées Partage des ressources Partage des compétences/connaissances Produits évalués par des paires au niveau qualité - Afrique du Sud</p>	<p>Egos ? (qui est meilleur qu'un autre) qui a plus de reconnaissance qu'un autre ; qui a plus de membres qu'un autre ; qui a plus d'ancienneté qu'un autre pour ce qui est de faire entrer en vigueur ; etc. ? L'esprit de compétition plutôt que de se compléter ? Afrique du Sud</p>	
<p>Mise en place d'accords existants (9.13 3.2)</p>			
<p>Unité de coordination pour surveiller l'efficacité et la réussite des stratégies des MdE. Centralisation de la mise en œuvre Développement et/ou utilisation d'indicateurs Instauration possible d'évaluation externe de l'efficacité</p>	<p>Assurera une meilleure compréhension au cas où les différents instruments traitent des questions similaires. Identifier les écarts dans la mise en œuvre Identifier les meilleures pratiques Identifier les MdE inactifs</p>	<p>Économies d'échelle – au niveau du personnel Charge des rapports (plus importante)</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>(Peut être entrepris par le PNUE-WCMC) France</p> <p>Sec CMS</p> <p>Peut être intéressant d'indiquer que du fait qu'une unité d'accords existe déjà, dont la tâche est de développer de nouveaux accords MdE, et l'entretien des MdE /accords existants, l'instauration d'une unité de coordination de MdE impliquerait la séparation des fonctions Développement d'accords et Services d'accords, l'alternative étant bien entendu le renforcement de l'unité d'Accords existante.</p>	<p>Sec CMS</p> <p>Ou les MdE/ Accords redondants du fait de la présence d'autres instruments plus puissants, ex : le MdE sur Slenderbilled Curlew couvre la même zone géographique que l'AEWA.</p> <p>Identifier les problèmes de ressources.</p> <p>Évaluation indépendante et plus fiable (éviter les informations potentiellement biaisées des comptes-rendus nationaux) - France</p>		
<p>Introduction de mécanismes de conformité (incitation et contrainte) pour assurer l'efficacité (Famille CMS – MdE et Accords).</p> <p>Centralisation – changement juridique</p>	<p>Incitation à rejoindre la CMS</p> <p>Incitation – aide (support, encouragement ?) les Parties doivent se conformer aux obligations</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Meilleure intégration dans la famille CMS</p>	<p>Discussions prolongées pour se mettre d'accord sur une résolution de conformité à la CoP ? - RU</p> <p>Processus de négociation compliqué - Cuba</p> <p>Ne s'applique qu'aux Etats membres ? Et de ce fait, n'encourage pas les nouveaux membres à moins d'incitations attractives pour ceux qui s'y conforment plutôt que des sanctions pour ceux qui ne s'y conforment pas – Afrique du Sud.</p> <p>Je soutiens les commentaires de l'Afrique du Sud - Kenya</p> <p>Sec CMS</p> <p>L'introduction d'un mécanisme de conformité peut empêcher les Etats membres de rejoindre la CMS.</p>	
<p>Outil de type Web / harmonisation des rapports</p> <p>Utilisé par le coordinateur des MdE</p> <p>Outils d'information centralisé</p>	<p>Aide aux objectifs de durabilité</p> <p>Données réelles.</p> <p>Plus facile d'analyser les données.</p> <p>Réduit le temps passé à faire des rapports sous différents systèmes - Cuba</p>	<p>Charge des rapports (augmentée)</p> <p>Application des informations enregistrées</p> <p>Toutes les parties n'ont pas accès au même standard de capacité technique - Cuba</p> <p>Capacité et expertise pour gérer et</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
		<p>exécuter l'outil de type Web ? - Afrique du Sud</p> <p>En plus d'une capacité limitée, des difficultés pour accéder au Web pour un grand nombre de Parties en voie de développement et de membres potentiels. Nous pouvons peut être nous inspirer des leçons apprises là-dessus par la CITES - Kenya</p> <p>Sec CMS</p> <p>Toute l'idée des rapports en ligne est de réduire la charge des rapports pour les Parties. En plus du système de rapports en ligne nous travaillons aussi sur un outil analytique qui analyserait les données et réduirait le temps passé par le personnel de la CMS et des Accords à analyser et synthétiser les données des rapports nationaux.</p>	
<p>Mise en œuvre et efficacité revues au niveau COP</p> <p>Centralisation</p>	<p>Mise en œuvre évaluée au plus haut niveau de prise de décision : Évalue l'importance de la mise en œuvre. Permet l'évaluation des accords au niveau de décision correct.</p>	<p>Causalité de l'impact (difficile à mesurer)</p>	
<p>Partie/sponsors Signataires (État/ Signataire prenant la responsabilité de l'action, peut inclure un soutien financier)</p> <p>Réforme institutionnelle interne</p>	<p>Aide à la mise en œuvre avec un processus moteur engagé. Meilleure visibilité de l'Accord au niveau local. Peut aider à la collecte de fonds.</p>	<p>Fiabilité - RU</p> <p>Certains Etats n'ont peut être pas les ressources adéquates/suffisantes. Peut empêcher certains Etats, en particulier les pays en développement, de ratifier. Peut être désavantageux pour la Convention quand les Etats doivent établir des priorités, surtout en périodes de ralentissement économique. - Afrique du Sud</p> <p>N'aura peut être pas la priorité méritée dans les pays en voie de développement aux nombreux besoins concurrentiels - Kenya</p>	
<p>Identifier les objectifs prioritaires et donner la priorité aux activités en</p>	<p>Concentre les ressources là où elles sont le plus nécessaires</p>	<p>Potentiel de désaccords. Moins stimulant - RU</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>cours</p> <p>Réforme institutionnelle interne</p> <p>Sec CMS</p> <p>Disposer de cette activité ici, ne doit pas être interprété comme si cela n'était pas en cours d'exécution.</p>	<p>Réduit le gaspillage</p> <p>Identifie les écarts</p>	<p>En fonction des critères pour établir les priorités, de même, qui détermine ces critères et priorités ? certaines activités in-attractives peuvent inutilement en souffrir, comme mentionné ci-dessus. - Afrique du Sud</p> <p>Sec CMS</p> <p>Toutes les activités urgentes n'auront peut être pas la priorité et cela peut avoir un impact sur la façon dont est perçue la Convention.</p>	
<p>Sous-traitance potentielle de la surveillance auprès d'un organisme international qui entreprend déjà ces activités (ex : le WCMC)</p> <p>Décentralisation externe</p>	<p>Synergies au niveau MEA.</p> <p>Meilleur accès aux informations.</p> <p>Potentiel de réduction des duplications.</p> <p>Sec CMS</p> <p>Évaluation indépendante</p>	<p>Coût – RU</p> <p>La centralisation de la fonction de surveillance aurait pour résultat des données peu fiables, collectées par des chercheurs qui ne connaissent pas les zones. Afrique du Sud</p> <p>Sec CMS</p> <p>La sous-traitance entraîne des coûts</p>	
<p>Établir qu'un organisme intergouvernemental surveille la mise en œuvre entre les MEA (selon l'IPBES)</p> <p>Centralisation externe</p>	<p>Synergies au niveau international.</p> <p>Sensibilisation accrue au niveau des gouvernements concernant les meilleures pratiques et les défis</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. meilleure mise en œuvre 2. meilleure conservation des espèces 3. meilleure efficacité des accords – Afrique du Sud 	<p>Distance et détachement des réalités.</p> <p>Peut-être que cela peut déjà se faire en interne - RU</p> <p>Trop ambitieux si on en reste à la surveillance de la mise en œuvre entre les MEA ?? Afrique du Sud</p> <p>Duplication des efforts. Cuba</p> <p>Difficultés pour établir un organisme pleinement fonctionnel ? Kenya</p>	<p>Entre les MEA ? La Convention cherche-t-elle à faciliter un processus de surveillance de la mise en œuvre pour TOUS les accords multilatéraux ? Je pense que l'organisme intergouvernemental le meilleur et le plus bénéfique serait le format de l'IPCC pour apporter un conseil scientifique à la Convention mais même dans ce cas, le conseil scientifique est là et pourrait être simplement modifié pour remplir cette fonction afin d'améliorer la mise en œuvre de la Convention MAIS pas de toutes les MEA. Afrique du Sud</p>
<p>Identifier les besoins de formations et développer des programmes de renforcement des capacités/formation pour améliorer la mise en œuvre.</p> <p>Réforme institutionnelle interne</p>	<p>Améliorer l'efficacité à long terme</p> <p>Améliorer l'engagement et l'adhésion auprès de la CMS</p>		<p>Ajouté par la France</p>
<p>Site Web de la CMS en 3 langues</p> <p>Réforme institutionnelle interne</p>	<p>Meilleur partage de la connaissance.</p> <p>Renforcement des capacités</p>	<p>S'agit-il des plus nécessaires/lus ? RU</p> <p>Implications des coûts de traduction ?</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
Pouvons-nous considérer d'autres langues comme celles utilisées dans les autres MEA ? Kenya	Réduit l'exclusion et améliore l'intégration Meilleur engagement Encourager de nouveaux Signataires/parties	Kenya Sec CMS Cela implique des coûts substantiels.	
Traduction dans les langues locales des documents d'instruction des Parties/Signataires pour aider à la mise en œuvre Réforme institutionnelle interne	Permettre d'aider à la mise en œuvre Renforcement des capacités Améliore l'intégration au niveau local Améliore la sensibilisation Meilleur engagement Encourager de nouveaux Signataires/Parties	Demander aux pays d'avoir des documents et des sites web traduits ? RU Demanderait un soutien financier, surtout pour les pays en développement. Afrique du Sud Implications des coûts de traduction ? Kenya	
Développer un renforcement des capacités pour une mise en œuvre efficace et améliorée Réforme institutionnelle interne			AJOUTÉ PAR CUBA
Développement de nouveaux accords (9.13 3.2)			
S'assurer que les Accords bénéficient des meilleures pratiques et contiennent des éléments pertinents pour répondre aux directives de la Convention et parvenir à un statut de conservation favorable le....? Afrique du Sud Réforme juridique Sec CMS Disposer de cette activité ici, ne doit pas être interprété comme si cela n'était pas en cours d'exécution.	Assister la COP au niveau des rapports sur les statuts de conservation Si l'efficacité est avérée, cela peut conduire à un meilleur investissement des autres Etats Sec CMS Veuillez noter que le statut de conservation pourrait ne pas refléter la mise en œuvre de l'Accord. Les Parties pourraient mettre entièrement en œuvre l'Accord sans amélioration du statut de conservation.		
Analyse de l'écart global [3] Quelles questions traiter, <u>lesquelles n'ont pas été traitées</u>, lesquelles ne sont pas traitées, lesquelles font actuellement l'objet d'un traitement La valeur ajoutée doit faire partie du processus Réforme juridique	Identifier la couverture future de la CMS. Hiérarchisation Éviter les chevauchements Accroître les synergies Utilisation ciblée des ressources.	Implications des forces, faiblesses, possibilités et menaces (SWOT)	
Politique qui doit faire partie des	Meilleure compréhension des devoirs et	Se produit déjà mais pas de façon	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
Accords et MdE futurs Réforme juridique	obligations lors des négociations pour un MdE. Meilleure mise en œuvre, d'où une conservation améliorée Davantage d'engagement - Afrique du Sud	coordonnée ? RU Mesures de conformité pour assurer la mise en œuvre de la politique ?? Afrique du Sud Difficulté pour développer une surveillance des attributs et critères ? Kenya	
Suspension des accords redondants Réforme juridique Nouveau mandat politique	Libère des ressources. Hiérarchisation. Leçons apprises pour de futurs accords. Libération des ressources pour d'autres zones prioritaires – Afrique du Sud	Critères pour décider si on a à faire à de la redondance. RU Requiert un processus d'évaluation - Cuba Du personnel alloué pour ces accords ? Afrique du Sud Coût qu'implique de se passer du personnel déployé à cette fin. Kenya	
Fusionner les accords avec les synergies (géographique/écologique) Étendre le domaine Réforme juridique Centralisation au niveau régional Sec CMS Si cette activité fait référence au développement de nouveaux accords, elle devrait correspondre en fait à l'extension du domaine des accords existants plutôt qu'au développement de nouveaux accords.	Économiser des ressources. Meilleure intégration. Réduit les chevauchements institutionnels. Accès à une expertise plus large. On bénéficie des meilleures pratiques des autres accords On bénéficie de la reconnaissance/la bonne réputation qui a été établie par un accord. Afrique du Sud	Implications politiques et financières Priorités en concurrence et en conflit On favorise l'un au détriment de l'autre quand on établit les priorités Egos. Afrique du Sud	
Créer un cadre politique pour évaluer les nouveaux accords potentiels proposés : science, synergies, la valeur ajoutée de l'implication de la CMS, financement & coordinateur (par un Etat de l'aire de répartition) (Exemple de valeur ajoutée – Considérer si oui ou non un nouvel accord encouragera la participation et développera les Parties) Y compris le fait de considérer si oui ou non l'accord proposé est mieux	Approche coordonnée autour du développement de l'accord. Réduire les sollicitations sur le secrétariat de la CMS. Un processus de développement plus efficace peut rendre les nouveaux accords plus attractifs pour certains Etats. Accroître l'influence de la CMS auprès des MEA. Accès à de nouveaux partenaires Financement potentiellement meilleur à	Davantage de programmes en commun avec les autres MEA et ONG ? RU	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
servi par un autre MEA ou d'autres initiatives Réforme juridique avec un nouveau mandat politique	long terme Couverture globale		
Système en ligne pour mesurer la mise en œuvre (AEWA) Réforme institutionnelle interne Sec CMS Un système de rapport en ligne est en cours de développement pour la CMS et l'AEWA. Il existe déjà pour l'IOSEA. A	Aider à l'harmonisation Analyse en ligne des données et donc, réduction des évaluations à la main et par conséquent, du temps passé en analyses.	Utilité. Cela fera-t-il une différence, où sera-ce même lu ? Résultat plutôt que concentration sur le rendement. RU 1. capacité et compétences pour faire fonctionner le système en ligne ? 2. disponibilité des données pour alimenter le système ? 3. authenticité des données ? Afrique du Sud Difficultés d'accéder au Web comme ci-dessus. Kenya	
Après une période déterminée, le secrétariat de la CMS doit signaler les MdE qui ne travaillent pas et mettent une pression supplémentaire sur les ressources de la CMS. Réforme institutionnelle interne - politique	Libère des ressources Rend la convention plus efficace et donc plus attractive	Sec CMS S'il a un rôle à jouer pour transmettre ces informations, le secrétariat de la CMS n'est pourtant pas le mieux placé pour faire ce type d'évaluation. Ce serait préférable si ce type d'évaluation était confié à un évaluateur indépendant.	
Établissement de nouveaux Accords hors de la famille du PNUE (c.à.d. ACAP) Réforme institutionnelle avec mandat politique	Pas de charges de 13%	Séparation du centre	Ajouté par le RU
Présenter un système, au niveau des négociations MdE/Accords pour assurer un financement adéquat afin de couvrir un développement efficace (voir 3.6) Politique et réforme juridique			Ajouté par la FRANCE
Renforcement de la position dans les régions en coopération avec les MEA (9.13 3.3)			
Améliorer la collaboration, le partenariat de la CMS avec les autres MEA et d'autres organismes	Synergies. Économies d'échelle. Compréhension des menaces communes	Existe-t-il des présences régionales adaptées où l'on pourrait parvenir à des masses critiques ? RU	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>internationaux [voir 3.5] Doit inclure le partage des données, de la technologie, des compétences scientifiques et des ressources de connaissance, y compris le partage des panels scientifiques, des groupes de travail, des listes d'adresses d'experts. Partage des opérations et réunions. Synergies externes au niveau des services centraux</p>	<p>Potentiel pour une compréhension plus large (ex : impacts sur l'habitat). Améliorer la visibilité des questions environnementales/de la CMS dans le domaine de la durabilité. Arriver à une meilleure prise de conscience du statut et du rôle des espèces migratrices dans le débat sur la préservation de la biodiversité (stratégies post 2010, espèces migratrices comme indicateurs, etc.) France</p>	<p>Des données inexactes peuvent induire de mauvaises décisions ayant une large portée. Kenya</p> <p>Sec CMS Cette activité entraîne des implications à court et à long termes. Du temps et de l'énergie et même des ressources devraient être investis pour établir ces collaborations qui peuvent ou non conduire à des synergies à long terme, pendant que les MEA regardent les questions sectorielles sous différents angles.</p>	
<p>Cartographie du lieu des activités sur le terrain des autres MEA, ONG, autres partenaires Synergies externes au niveau conservation</p>	<p>Identification de sites communs potentiels Synergies potentielles. Identification des ressources partagées. Économies d'échelle. France</p>	<p>Difficulté à évaluer si les activités sont positives ou pas. RU</p> <p>Sec CMS Il s'agit d'une tâche majeure qui accaparerait une partie de nos ressources.</p>	
<p>Déterminer où se trouvent les missions communes sur le terrain (inclure le PNUE) Synergies externes pour un site commun au niveau de la conservation</p>	<p>Synergies améliorées pour la conservation sur le terrain. Ressources partagées Économies d'échelle. France</p>	<p>Limiter aux bureaux de l'ONU/PNUE. RU</p> <p>Sec CMS Ce pourrait être une tâche majeure qui accaparerait une partie de nos ressources.</p>	
<p>Faire le lien avec le travail actuel du PNUE au sujet de l'emplacement stratégique des bureaux À 3.6 Synergies externes au niveau conservation et administratif</p>	<p>Identifier des partenaires potentiels pour un site commun et la collaboration.</p>	<p>Dilution - RU</p>	
<p>Centre de liaison au niveau de la biodiversité au PNUE – les MEA À 3.6 Synergies externes pour l'intégration</p> <p>Sec CMS En parlant d'activités nous devrions inclure un verbe. Faire le lien ?</p>	<p>Où créer des synergies. Identifier des écarts Se connecter localement. Intégration à un niveau externe.</p>	<p>Sec CMS Ce point pourrait être supprimé car le PNUE a établi ces centres de liaison MEA de biodiversité dans leurs bureaux régionaux et il y a aussi un centre de liaison au DELC....quelle que soit l'option que nous choisissons ça ne fera pas de différence au niveau des</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
dispositions actuelles.			
Assurer une base scientifique solide (9.13 3.4)			
Cibles à établir pour les groupes de collaboration existants entre les MEA (ex : BLG et présidents des organismes de conseil scientifique) Coopération	Résultats mesurés. Gérer les attentes. Performances mesurées.	Des difficultés à établir des cibles communes et consenties entre les groupes ? Kenya Sec CMS Cela peut induire des coûts supplémentaires. Par exemple la participation du président du conseil scientifique de la CMS lors de ces réunions était prise en charge par la CMS.	
Développement des groupes scientifiques entre les Accords (considérer le développement de l'IPBES) France Intégration	Partage de la connaissance. Plus grande spécialisation Éviter les chevauchements. Améliorer la qualité des données et de l'information. Économies d'échelle. France	Coût. Dilution. Détachement des réalités. RU Volonté des organismes scientifiques de collaborer, partager la connaissance ? France Les droits à la propriété intellectuelle peuvent être un problème. Kenya Sec CMS Une option qui doit être considérée, bien que si l'on ajoutait la mise en place de ces groupes d'experts aux organismes de conseil habituels cela induirait des coûts supplémentaires.	
Synergies au niveau des MEA basées sur des thèmes communs, ex : adaptation au changement climatique, approche des écosystèmes. Intégration	Économiser des ressources. Sec CMS Le fait que cela puisse faire économiser des ressources est discutable du fait que les MEA considèrent ces questions sectorielles sous des angles différents, et l'analyse doit être spécifique pour correspondre aux besoins spécifiques des MEA, même si cela est fait en coordination. Plus grande compréhension des problèmes et des solutions possibles.	Nécessiter de discuter et de se mettre d'accord avec le BLG. RU	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
	Compréhension holistique.		
<p>Collecte, stockage, gestion et analyse des données harmonisés. Centralisation au niveau des services centraux Peut être fait en externe, ex : PNUE-WCMC) France –décentralisation externe</p> <p>Sec CMS Doit être clarifié à quel niveau. Entre les MEA ? Si c'est le cas, de façon similaire à la question de l'harmonisation des rapports nationaux sous les MEA, ça semble bon et raisonnable sur le papier, mais dans la pratique c'est très difficile à réaliser, comme nous le savons tous.</p>	<p>Permettre la comparaison des progrès, qualité du travail, l'identification des écarts et permettre une approche intégrée dans le développement des solutions. Réduction de la charge des rapports.</p>	<p>L'expérience sur les tentatives passées et actuelles d'harmoniser les rapports nationaux entre les MEA suggère qu'il est probable qu'il faudra des efforts tout à fait significatifs et beaucoup de temps pour que ce soit effectivement fait - Sec CMS</p>	
<p>Établir des liens/développer des partenariats avec les centres de compétences (basés dans les institutions académiques) par groupe d'espèces et/ou région d'un intérêt/priorité particulier - France Coopération externe</p>	<p>Accès à un domaine d'expertise plus large (potentiellement des leaders mondiaux) Partage du savoir-faire et du renforcement des capacités. Sensibilisation accrue sur les espèces migratrices/la CMS</p>	<p>Sec CMS La CMS n'a pas, ou n'aura pas dans un avenir proche les moyens et la capacité de développer des centres de compétence. Le mieux que nous ayons à faire est de développer un partenariat avec les institutions existantes, en essayant de diriger leurs recherches sur des sujets importants pour la mise en œuvre de la CMS et de ses Accords.</p>	
<p>Identifier les sources de données existantes pour réduire les chevauchements potentiels Services centraux centralisés</p>	<p>Optimisation des coûts. Réduction de la duplication des efforts Libérer des ressources (temps)</p>	<p>Fiabilité. RU Problèmes de PI (droits de la propriété intellectuelle) ? Pertinence des données ? Authenticité de l'information ? Qualité ? Qui a établi l'agenda de la recherche – a-t-il couvert les besoins de la Convention ou en fait-il partie ? Afrique du Sud</p>	
<p>Créer un centre de données ou développer les centres de données existants (Tematea, PNUE-WCMC,</p>	<p>Chevauchements réduits Identifie les écarts dans les données. Échange de données et encourage les</p>	<p>Emplacement ? Maintenance - RU</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>etc.) ou en développement (IPBES) - France</p> <p>Services centraux centralisés ou décentralisation externe</p> <p>Sec CMS</p> <p>Dans une certaine mesure l'Information Management System (IMS) et le GROMS ont l'objectif de stocker des données. Ils ne sont cependant pas maintenus du fait d'un manque de moyens.</p>	<p>synergies.</p>	<p>Sec CMS</p> <p>Requiert une quantité de moyens significatifs pour les maintenir</p>	
<p>Accès aux informations scientifiques (accès aux journaux)</p> <p>Améliorer ce que l'on a</p>	<p>Connaissances à jour.</p> <p>Aider aux besoins de conservation et mise en œuvre des objectifs de conservation.</p>	<p>Service en ligne ? RU</p>	
<p>La CMS doit coordonner les groupes scientifiques et être en liaison avec les organismes scientifiques dans les MEA</p> <p>Centralisation externe</p>			<p>AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE</p>
<p>La CMS doit coordonner les programmes de recherche en se basant sur l'identification des problèmes communs/menaces partagées au niveau de la famille CMS afin de réduire les duplications et chevauchements et améliorer les économies d'échelle. Cela pourrait comprendre une recherche partagée sur les impacts du changement climatique, sur le fait de développer des indicateurs pour mesurer les plans d'action, ainsi que développer des directives et informations à partager au niveau de la famille CMS.</p> <p>Centralisation</p>			<p>AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE</p>
<p>Assurer une base scientifique solide (9.13 3.4)</p>			
<p>Sous-traiter la recherche scientifique, là où les compétences ne sont pas disponibles au sein de la CMS.</p>	<p>Accès aux compétences nécessaires.</p> <p>Réduire le travail du conseil scientifique.</p> <p>Fournir un conseil scientifique</p>	<p>Coût. RU</p> <p>1. Transfert de compétences ?</p> <p>2. Renforcement des capacités internes ?</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
Décentralisation externe	indépendant.	<p>Afrique du Sud</p> <p>Sec CMS C'est déjà en cours, et c'est en fait inévitable. La plupart des rapports scientifiques et techniques produits au sein de la Convention sont en fait sous-traités (ex : les requins – Groupe IUCN spécialisé dans les requins ; changement climatique – BTO et ZSL ; indicateurs – ZSL et BLI ; ...). Le problème étant encore que cela a un coût et peut être fait tant que nous pouvons trouver les ressources nécessaires.</p>	
Recrutement au niveau des spécialistes du conseil scientifique pour couvrir les écarts de connaissance. Améliorer ce que l'on a	Accès à une source de compétences plus large – ciblée vers des questions spécifiques. Étendre la capacité de la CMS Aider à faire face aux besoins de la conservation.	<p>Coût. Utilisation des compétences de l'IUCN ou d l'IPBES - RU Non pertinent s'il y a développement de l'IPBES - France Compétence de la sous-traitance et du recrutement, car ce qui est mentionné ci-dessus semble contradictoire. Kenya</p> <p>Sec CMS Doit être clarifié. Ceux-ci sont-ils destinés à être les conseillers attirés par la Conférence ? Si c'est le cas, leur nombre est actuellement limité à 8 par les règles de procédure du conseil scientifique. Cette règle devra être amendée si on envisage davantage de conseillers attirés par la Conférence.</p>	
Faire des réunions intermédiaires de petites sections du conseil scientifique sur une base annuelle pour aborder les espèces ou les menaces particulières à la conservation. Améliorer ce que l'on a	Meilleure concentration. Évaluation continue des problèmes. Utilisation plus ciblée des ressources.	<p>Coûts ? RU</p> <p>Sec CMS Doit être clarifié. Si ces réunions devaient avoir lieu en plus des réunions au complet habituelles du conseil, des moyens supplémentaires seraient nécessaires.</p>	
Partage des réunions des COP et MOP	Réduction des coûts		Ajouté par la FRANCE

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>- France Améliorer ce que l'on a</p>			
<p>Créer des conseillers spécialistes responsables des régions. Améliorer ce que l'on a</p> <p>Sec CMS Des conseillers régionaux existent déjà, pour la faune africaine, la faune asiatique et néo-tropicale (Amérique Latine). On pourrait étendre cette mesure pour couvrir des écarts existants (Europe, Océanie). Cependant, concernant l'élément régional du travail du conseil il s'est avéré difficile au cours des années passées, à identifier des problèmes qui sont mieux traités par une approche régionale, plutôt que taxonomique ou thématique. L'élément régional du travail du conseil mériterait d'être ré-abordé, peut être de concert avec l'une des conventions dans son ensemble, avant de considérer toute expansion.</p>	<p>Au niveau régional on est en faveur d'une plus grande visibilité. Connaissance locale accrue et appréciation des problèmes locaux Améliore l'intégration</p>	<p>Coût. QG ou présence régionale. RU Le succès dépend de la passion et de l'engagement - Afrique du Sud</p>	
<p>Meilleure capacité IT et gestion des informations. Considérer l'activité sectorielle/centralisée au niveau des Accords de la famille CMS (voir 3.6) et/ou externalisée ex : PNUE/WCMC - France Améliorer ce que l'on a</p> <p>Sec CMS Cela ne doit pas être exclusivement lié à la science.</p>	<p>Fournit un « terrain de jeu » de niveau à tous les Parties/Signataires. Partage des données. Intégration.</p>	<p>Coût. Utilisation de logiciels prêts à être utilisés plutôt que de devoir développer des progiciels dédiés. RU</p> <p>Du fait d'une infrastructure IT asymétrique un « terrain de jeu de niveau » peut être difficile à obtenir. Kenya</p>	
<p>Réseaux de transfert pour l'échange des connaissances Améliorer ce que l'on a</p>	<p>Augmenter le renforcement des capacités. Réduire la pression sur les ressources. Améliorer les activités de conservation. Améliorer la sensibilisation et l'engagement en faveur de la CMS -</p>	<p>Utilité - RU</p> <p>Sec CMS Le renforcement des capacités, bien que très important, n'a pas obtenu la priorité méritée en termes de ressources. Aucune</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
	France	ressource significative n'est disponible à cette fin.	
<p>Coordonner l'accès aux données de la recherche (considéré comme un service centralisé entre les accords de la CMS) - France Centralisation des services centraux</p> <p>Sec CMS Doit être clarifié. Qui doit coordonner l'accès ? Qui y a accès ? À quelles données ?</p>	<p>Identifier les écarts. Réduction des chevauchements Aider la mise en œuvre.</p>	<p>Rôle du conseil scientifique ? RU</p>	
<p>Renforcer la coopération avec les autres organismes internationaux et les autres parties intéressées. (9.13 3.5)</p>			
<p>Sponsor de la CMS Le RU a changé et pour devenir sponsor de la CMS</p> <p>Améliorer ce que l'on a</p> <p>Sec CMS Les besoins doivent être spécifiés. Car cela peut simplement vouloir dire « Augmenter la collecte de fonds ». Notamment, quel type de sponsor ? Secteur privé ?</p>	<p>Davantage de fonds Une sensibilisation accrue Visibilité marketing/publique</p>	<p>Biais/influence ? RU 1. Développement de mécanismes de financement 2. Innovations requises dans la collecte de fonds. Afrique du Sud</p> <p>Sec CMS Les priorités et activités sont poussées par les intérêts des sponsors (voir commentaire 12 ci-dessous)</p>	<p>Par qui ? AFRIQUE DU SUD</p>
<p>Établir des liens/développer des partenariats avec des centres de compétences au sein des institutions académiques et scientifiques (ex : groupes de spécialistes de l'IUCN, TRAFFIC International, etc.) France Partenariats civils – coopération externe</p> <p>Sec CMS Comme la CMS n'a pas, ni n'aura dans un futur proche, les moyens et la capacité d'être l'élément moteur de la mise en place et du développement des centres de compétences, le mieux que nous puissions faire est de développer</p>	<p>Accès à un domaine d'expertise plus large (potentiellement des leaders mondiaux) Partage du savoir-faire et du renforcement des capacités.</p>	<p>Maintenance. RU</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>un partenariat avec les institutions existantes, en essayant d’orienter leur recherche sur des problèmes qui concernent les mises en œuvre de la CMS et de ses Accords.</p>			
<p>Se coordonner lors des réunions communes des organismes internationaux, concernant les problèmes communs (ex : le changement climatique) Sec CMS Nous le faisons déjà, quand c’est possible et que ça en vaut la peine. Et les programmes sur la recherche de la conservation, les plans pour les espèces et les activités de renforcement des capacités - France Intégration externe</p> <p>Sec CMS Parmi les MEA, la CMS est certainement celle qui est la plus proche de l’activité sur le terrain. Et ses instruments le sont plus encore. Cependant, nous restons une entité intergouvernementale, pas vraiment adaptée pour atteindre les communautés locales et indigènes. Dans les cas où les activités de la CMS arrivent à ce niveau, elle le fait par le biais de partenaires extérieurs, plutôt que directement par ses institutions. Notre capacité limitée à atteindre s’adresse aux communautés locales lorsque cela en vaut la peine mais en principe elle reste focalisée sur nos premiers clients, c.à.d. les gouvernements et les organismes internationaux. Par conséquent, bien qu’il s’agisse d’une question intéressante, cela va au-delà de la portée actuelle du travail du</p>	<p>Synergies Économies d’échelle. Compréhension plus large des problèmes et développement de solutions.</p>	<p>Échelle - RU</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>secrétariat. Si les Parties veulent que le Secrétariat s'en charge, il devra disposer de davantage de ressources.</p>			
<p>Travailler avec les communautés locales et indigènes.</p> <p>Améliorer ce que l'on a</p>	<p>S'améliorer concernant la conservation sur le terrain</p> <p>Plus à même de traiter la menace humaine envers les espèces migratrices</p> <p>Une sensibilisation accrue du profil.</p> <p>Relation synergétique du partage des connaissances</p> <p>Développer des incitations locales en faveur de la conservation et du sentiment d'appartenance - France</p> <p>Sentiment d'appartenance au niveau des programmes de conservation par les communautés locales qui sont surtout impliquées dans l'utilisation des ressources naturelles et qui bénéficient essentiellement de l'apport des écosystèmes - Afrique du sud</p>	<p>Biais/influence - RU</p> <p>Les communautés locales/indigènes doivent pouvoir tirer un bénéfice de la conservation.</p> <p>Nécessité d'assurer un soutien des gouvernements locaux et du secteur privé - France</p> <p>Capacité d'implication ?</p> <p>Formation ?</p> <p>Règles d'implication ?</p> <p>Traduction des matériaux dans la langue locale ? Afrique du Sud</p> <p>Coût d'adaptation et de traduction des matériaux en question pour les communautés locales et indigènes.</p> <p>Kenya</p> <p>Soustraire la capacité limitée de sensibilisation des principaux clients c.à.d. des gouvernements, Sec CMS</p> <p>Sec CMS</p> <p>Ici, nous devons aussi être prudent vis-à-vis de ceux avec qui nous développons du partenariat et qui nous apporteront un soutien financier ou autre. Si nous choisissons la mauvaise ONG, nous pourrions avoir de sérieux problèmes avec les gouvernements.</p>	
<p>Étendre le partenariat actuel avec les actuelles ONG pour soutenir davantage encore le recrutement, apporter des capacités techniques et scientifiques, en particulier aux ONG locales, avec une présence locale dans le soutien à la coordination et à la gestion des MdE concernant les réunions, plans d'action, projets et activités.</p>	<p>Mise en œuvre accrue des programmes et des plans d'action.</p> <p>Aide à la traduction des obligations internationales en agendas environnementaux locaux et nationaux.</p> <p>Libérer le personnel de la CMS</p> <p>Capacité accrue.</p>	<p>Investir pour protéger. RU</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>Intégration externe</p> <p>Sec CMS Les ONG sont en général intéressées par un partenariat avec la CMS, et les partenariats sont en général fructueux. Cependant les ONG ne sont souvent pas en position de couvrir les coûts liés aux activités soutenant les mises en œuvre des instruments de la CMS. Dans le passé, la CMS a (partiellement) subventionné des partenariats et le fait encore avec des ONG en ce qui concerne par ex. la coordination de la mise en œuvre des MdE. Les difficultés actuelles avec certains partenaires (ex. le groupe IUCN des spécialistes des éléphants) sont principalement dues à un manque de ressources. Le principal facteur limitant l'expansion d'un partenariat avec les ONG est en fait le manque de ressources financières.</p>			
<p>Encourager d'autres ONG à devenir Parties/Signataires des Accords</p> <p>Améliorer ce que l'on a</p> <p>Sec CMS Il faut faire ici certaines distinctions entre des accords légalement contraignants et des MdE non contraignants. Il s'agit dans les deux cas d'instruments intergouvernementaux. Les ONG sont normalement autorisées à signer des MdE en tant qu'organismes de coopération. Il n'y actuellement pas de véritables restrictions à ce que les ONG deviennent des partenaires pour les MdE, si elles sont intéressées. Il y a</p>	<p>Apporter un surplus de ressources. Accès potentiel aux données. Capacité accrue.</p>	<p>S'assurer que les ONG adhèrent aux principes fondamentaux de la CMS. (Danger d'un retour d'agenda/agenda biaisé) - France Les Accords ne sont-ils pas intergouvernementaux ? Le résultat ne serait-il pas que certaines Parties retireraient leur adhésion. Je n'en suis pas certain mais que l'on me corrige sur ce point si je me trompe - Afrique du Sud.</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>peu de possibilités pour un développement significatif à cet égard. Comme formulé, l'activité pourrait présager un type différent de dispositions, ex. un partenariat comme le GRASP ou l'EAAFP. Si telle est l'idée, elle doit être clarifiée.</p>			
<p>Rechercher des contributions régulières du secteur privé (y compris localement) France, contributions à des campagnes de marketing et de publicité, le financement doit agir comme un défenseur des espèces.</p> <p>Améliorer ce que l'on a</p>	<p>Un accès accru aux opportunités de financement. Améliorer la visibilité et donc la sensibilisation.</p>	<p>Biais/influence. RU</p> <p>Les priorités et activités sont poussées par les intérêts des sponsors – Sec CMS Sec CMS Cela doit être fait conformément à notre code de conduite. Rendre les activités de la convention et des Accords dépendants d'un financement externe implique un risque/tentation d'aller là où est l'argent, plutôt que là où l'action est la plus nécessaire.</p>	
<p>Améliorer l'échange des connaissances/réseaux de transfert – partage des connaissances et de la compétence technique entre les institutions académiques (Groupes de spécialistes de l'IUCN, TRAFFIC International, etc.) France</p> <p>Sec CMS Les institutions académiques le font déjà. Il peut être difficile pour la CMS, avec ses capacités limitées, de devenir un élément moteur important pour ce type d'activités. Coopération externe</p>	<p>Augmenter le renforcement des capacités. Réduire la pression sur les ressources. Améliorer les activités de conservation/savoir faire. France</p>	<p>Coûts d'installation et de maintenance. RU</p>	
<p>Renforcer la coopération avec les autres organismes internationaux et les autres parties intéressées (9.13 3.5)</p>			
<p>Encourager les gouvernements à héberger les Accords/ MdE</p> <p>Améliorer ce que l'on a si l'on est une Partie</p>	<p>Mise en œuvre accrue. Des ressources gratuites au niveau CMS. Mise en œuvre accrue des programmes et des plans d'action (volonté politique). Incitation à davantage d'adhésion/de</p>	<p>Confiance et fiabilité. Durabilité. RU</p> <p>Davantage de difficultés de coordination au sein de la famille CMS – CMS Sec</p>	

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>Si non – coopération externe</p> <p>Sec CMS La perspective sur cette activité changerait en fonction du modèle organisationnel/institutionnel. Elle s'adapterait bien dans un modèle décentralisé, moins bien dans un modèle centralisé.</p>	soutien régional à la CMS et aux Accords CMS - France Sentiment d'appartenance plus fort et des contributions spontanées de la part des gouvernements – Afrique du Sud		
Améliorer le partenariat avec les organisations internationales non-environnementales (ex : OMS, OMT)	Améliore la visibilité. Influence un agenda de durabilité plus large. Synergies potentielles.	Gestion des relations. RU	
Coopération externe			
Implications financières et institutionnelles (9.13 3.6)			
FINANCIÈRES			
Améliorer la collecte de fonds, fonds cantonnés pour les activités des MdE		Dépend des donations des Parties et de la capacité à fournir davantage de fonds	AJOUTÉ PAR CUBA
La subvention doit être allouée par la COP en fonction des objectifs et des activités prioritaires (pouvant recevoir les contributions des gouvernements selon l'échelle des Nations Unies, ainsi que des contributions volontaires des gouvernements, organismes des Nations Unies, GEF (Fonds pour l'environnement mondial)), autres organisations intergouvernementales et d'autres parties prenantes, comme le secteur privé et les fondations.		Problème avec les pays qui sont Parties des MdE/Accords mais non de la CMS	Ajouté par Cuba
Wavier de l'ONU, 13% de charge sur les dons	Attrait de fonds additionnels	Nécessite une approbation UNGA - RU	Ajouté par le RU
Cherche à ce que le PNUE réexamine la demande de payer une charge de 13% sur les dons.			AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE
Améliorer la collecte de fonds, fonds cantonnés pour les MdE, fonds pour les activités			Ajouté par la FRANCE

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
(2.3.1)			
Financements accrus pour le personnel de la CMS et toute unité MdE qui peut être développée (2.3.2)			Ajouté par la FRANCE
INSTITUTIONNEL			
Relocalisation du secrétariat central	Moins cher ??	Soutien du pays hôte. Infrastructure et accessibilité	Ajouté par le RU
Centralisation de tous les Secrétariats	Coûts réduits	Distant des problèmes locaux et des Parties	Ajouté par le RU
Séparation et relocalisation des fonctions centrales (collecte de fonds, renforcement des capacités, juridique, communications, etc.), à partager avec les autres MEA/organismes	Centres de compétences. Efficacité d'échelle.	Perte de l'identité collective et de fidélité/engagement	Ajouté par le RU
Centraliser tous les services de la CMS et de la famille CMS (gestion financière, communications, collecte de fonds, renforcement des capacités, technologie de l'information)	Réduire les chevauchements Économies d'échelle. Meilleures coordination et cohésion des services	Dilution de la concentration sur les problèmes locaux Détachement des Parties.	AJOUTÉ PAR CUBA
Déplacer le bureau de la CMS vers un autre lieu	Rentable ???		Ajouté par cuba
Centraliser tout ou une partie de la CMS et la famille CMS dans un bureau central et régionaliser les efforts de mise en œuvre et de conservation - Disposer de bureaux régionaux et d'avant-postes locaux, avec une assistance du PNUE, des ONG et MEA			Ajouté par cuba
Être davantage présent dans les six régions de la CMS (5.1)			Ajouté par la FRANCE
Disposer de bureaux régionaux et d'avant-postes locaux, avec une assistance du PNUE, des ONG et MEA ou construire des centres régionaux pour la mise en œuvre des MEA (5.1.1) et d'un bureau centrale à Bonn			Ajouté par la FRANCE
Déplacer le bureau de la CMS dans une autre région, par exemple Nairobi, afin de partager les services avec le PNUE (5.1.6).			Ajouté par la FRANCE

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
Rester à Bonn			Ajouté par la FRANCE
Améliorer l'efficacité des instruments auxiliaires au niveau local par une présence locale plus importante et ainsi permettre une plus grande sensibilisation des problèmes des espèces dans les Etats de l'aire de répartition (5.2.4)			Ajouté par la FRANCE
Évaluer les ressources afin de mieux compléter le personnel actuel (2.1.1)			Ajouté par la FRANCE
Désignation du personnel du Secrétariat en fonction des compétences et des connexions régionales afin d'améliorer les liens avec les instruments auxiliaires (2.1.2)			Ajouté par la FRANCE
Améliorer la capacité locale par l'introduction d'un système de parrainage, le secrétaire jouant le rôle d'acteur de la liaison (2.1.3)			Ajouté par la FRANCE
Développement d'une unité MdE pour coordonner les activités MdE (2.1.4)			Ajouté par la FRANCE
Réorganiser le personnel actuel de la CMS et des Accords en départements institutionnels spécifiques, soit par région soit par activité (unités de personnel spécialisé : communication, éducation, etc.) (4.1)			Ajouté par la FRANCE
Le Secrétariat fournit des services centralisés aux Accords de la famille CMS, notamment : - Technologie de l'information (3.1) - Renforcement des capacités (3.2) - Gestion des services (3.6) : gestion de l'information (2.4.2), administration, organisation des réunions, communication, finance gestion et collecte de fonds			Ajouté par la FRANCE
Allocation de fonds pour les activités de base vs les dons pour couvrir les coûts administratifs et/ou les activités de conservation			Ajouté par la FRANCE
opportunités d'étendre le nombre			Ajouté par la FRANCE

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
d'instruments juridiquement contraignants (7.1)			
Domaine de la CMS – toutes les espèces migratrices ou seules celles qui sont menacées (7.4)			Ajouté par la FRANCE
<p>IT : La CMS doit centraliser le développement et la gestion des technologies de l'information, y compris le développement des systèmes de cartographie, la coordination des sites Internet de la famille CMS, ainsi que le développement de nouvelles plateformes multimédias, par exemple la vidéoconférence.</p> <p>Des systèmes et procédures centralisés en rapport avec la collecte de données, la gestion et le stockage de données, la centralisation du stockage des données et de l'analyse (Option 2), y compris le développement de systèmes de gestion partagés.</p> <p>Centralisation et harmonisation du format des rapports et rendus, cela permettra de mieux comparer les progrès, la qualité du travail et d'identifier les écarts</p>			AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE
<p>Renforcement des capacités : La CMS fournit des services centralisés en rapport avec le renforcement des capacités auprès de la famille CMS, y compris la formation et des activités éducatives (Option 2).</p> <p>La CMS apporte une sensibilisation accrue centralisée sur les menaces communes/partagées au moyen de publications et de ressources en ligne, là où cela s'applique.</p>			AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE
<p>Services de gestion : La CMS fournit des services administratifs centralisés aux Accords/MdE, y compris : la communication entre et au sein des</p>			AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>Accords/MdE ;la coordination des COP/MOP (Questionnaire PNUE) ; la coordination des groupes scientifiques et consultatifs de la CMS/Accords, et assure les réunions des groupes techniques et scientifiques</p> <p>La CMS doit centraliser les déclarations à la presse et aux médias, ainsi que la mise en œuvre des campagnes sur les espèces et les événements publics</p> <p>La CMS coordonne les activités de collecte de fonds et le développement de systèmes de gestion financière cohérents.</p>			
<p>Rechercher des contributions régulières du secteur privé, contributions aux campagnes de marketing et de publicité ; le financement doit agir comme un défenseur des espèces.</p>			Ajouté par l’Australie
<p>Encourager l’hébergement des Secrétariats d’Accords/MdE par les gouvernements, en suivant le modèle d’Abu Dhabi</p>			AJOUTÉ PAR L’AUSTRALIE
<p>Être davantage présent dans les six régions de la CMS, par l’amélioration des services ; le personnel et le partenariat travaillant avec une organisation régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disposer de bureaux régionaux et d’avant-postes locaux (Option 33) avec un soutien du PNUE, des ONG et des MEA ; l’identification correcte concernant l’emplacement des MdE/Accords conformément au MdE IOSEA ; ou bien le développement de la capacité à construire des centres régionaux pour mettre en œuvre des MEA afin d’identifier les synergies et les liens entre les 			AJOUTÉ PAR L’AUSTRALIE

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>MEA et éviter la duplication au niveau des projets et des activités (Australie Q. 17).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Designer du personnel pour une région administrative particulière basé en fonction de sa compétence et de ses connexions régionales en vue de conduire les initiatives dans la région. Les membres du personnel doivent assurer un lien vital avec l'instrument auxiliaire • À intervalles réguliers, accroître les opportunités de considération institutionnelle concernant les problèmes régionaux, comme complément à la COP et aux réunions du conseil scientifique (Option 8). • Collaboration plus étroite entre les MdE et les Accords, au niveau régional, qui ont en commun des Parties et/ou des espèces et/ou des problèmes (ex : menaces communes) (cela peut concentrer les ressources dans des régions spécifiques, par exemple les éléphants en Afrique centrale et de l'ouest) - (Australie, RU - Question 8). • Collaboration plus étroite avec les bureaux régionaux du PNUE, là où c'est pertinent, pour aider au renforcement des capacités scientifiques, à la coordination et au soutien technologique. • Déplacer le bureau de la CMS dans une autre région, par exemple Nairobi, afin de partager les ressources avec le PNUE. 			
<p>Améliorer l'efficacité des instruments auxiliaires au niveau local à travers le développement de partenariats, le</p>			<p>AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE</p>

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>partage des ressources et une présence accrue au niveau local. Améliorer l'efficacité des instruments auxiliaires, permettrait à la CMS de se concentrer sur les problèmes sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Mde/Accords collaborent et partagent les bureaux /personnel/ressources (ex : Abu Dhabi – Dugongs et oiseaux de proie) ou développent du partenariat avec une ONG dans un lieu approprié, lequel agit comme représentant local/coordonateur pour l'instrument auxiliaire (Option 19). • Les Mde/Accords collaborent avec les MEA concernés basés sur des sites correspondants pour partager le personnel et chercher une collaboration/un partenariat plus étroit afin d'améliorer les ressources, la capacité scientifique et l'échange de connaissances (Option 6). • Un partenariat plus étroit travaillant avec des organismes partenaires dans des Etats de l'aire de répartition voisins pour aider à la coordination des activités de conservation, à la coordination des programmes de travail et qui planifie la façon de faire face aux menaces communes transfrontalières (Option 7). • Une présence locale plus importante pour tous les accords auxiliaires, aidant ainsi à davantage de sensibilisation sur les problèmes auxquels les espèces font face dans les Etats de l'aire de répartition. La Côte d'Ivoire a 			

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
<p>remarqué que la signature d'un MdE engage le gouvernement du pays à considérer les dispositions de la Convention d'une façon qui complète les lois locales (Côte d'Ivoire - Question 6).</p>			
<p>Regroupement des MEA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination et augmentation des ressources, y compris du personnel, collecte de fonds, gestion financière, gestion des informations, compétences techniques, collecte de données, mécanismes de rapports et de surveillance, et renforcement des capacités (y compris la formation) ; • Coordination et amélioration du développement des programmes législatifs, politiques, de recherche ; • Coordination et partage des données, de la technologie, des compétences scientifiques et des ressources de connaissance, y compris le partage des panels scientifiques, des groupes de travail, des listes d'adresses d'experts (Allemagne Question 21) ; • Coordination et rationalisation des activités, opérations, réunions et entre les systèmes de gestion financière permettant la comparaison des budgets ; et • Coordination des efforts de conservation associant la protection des habitats et des espèces. 			<p>AJOUTÉ PAR L'AUSTRALIE</p>
<p>Décentralisation des Secrétariats (accords) selon les Etats membres</p>	<p>Efficacité améliorée Conservation améliorée des espèces migratrices</p>	<p>Cela pourrait être assez cher, car ils pourraient partager un espace et des ressources payants, alors que le pays</p>	<p>Le personnel n'a peut être pas envie de déménager dans une région/pays éloigné et peut préférer résider dans des régions</p>

ACTIVITÉS	AVANTAGES MAJEURS	DISCUTABLE	Commentaires
	Engagement des Etats de l'aire de répartition en faveur des programmes de conservation	riches dans lequel ils se trouvent actuellement leur fournit gratuitement de l'espace et d'autres ressources.	du monde développé.
Centralisation des Secrétariats (Convention et accords principaux de la CMS)	<ol style="list-style-type: none"> 1. affaires comme d'habitude, 2. pas de coûts supplémentaires 3. Avantage des ressources sponsorisées par le gouvernement allemand 	Éric doit établir le coût actuel du statu quo, déterminer le coût de l'option décentralisation et déterminer qu'elle est l'option la plus économique	
Relocalisation des Secrétariats y compris celui de la CMS, vers des lieux appropriés où la mise en place et un accès aisé pour les Parties seront garantis.	Conservation améliorée Meilleure mise en œuvre	Très cher car le gouvernement allemand ne sera peut être pas enclin à sponsoriser ce qu'il subventionne à l'heure actuelle.	<p>Perte d'engagement et de soutien de la part du gouvernement Allemand si les Secrétariats déménageaient de là où ils sont.</p> <p>Manque de technologie appropriée surtout si les Secrétariats sont relogés dans des régions du monde en développement, ce qui aurait pour conséquence d'entraver l'efficacité et affecterait la production</p> <p>Le personnel ne sera peut être pas désireux de déménager.</p>
Partage de l'espace avec d'autres MEA/organismes ayant les mêmes objectifs	Des liens et des synergies améliorés Conservation améliorée Partage de l'information	<p>Très cher car le gouvernement allemand ne sera peut être pas enclin à sponsoriser ce qu'il subventionne à l'heure actuelle, si le partage se fait ailleurs, hors de l'emplacement actuel.</p> <p>Si le partage se fait sur le site actuel, on a un problème de disponibilité de l'espace ; cela peut être rentable, MAIS que sortira-t-il de l'analyse coût-bénéfice ? Éric doit déterminer la solution la plus appropriée, en considérant les gains vs pertes dans cette option</p>	<p>Commentaire M30 ci-dessus, s'applique aussi</p> <p>Concurrence au lieu d'un soutien mutuel</p> <p>Egos</p> <p>Potentiel de conflits – partage des ressources</p>